



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lutte et prévention

Question au Gouvernement n° 1338

Texte de la question

VIOLENCES CONTRE LES ÉLUS

M. le président. En saluant son retour parmi nous, je donne la parole à M. Bernard Reynès, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. *(Mmes et MM. les députés ainsi que les membres du Gouvernement se lèvent et applaudissent.)*

M. Bernard Reynès. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse au Premier ministre.

Un défilé du 11 novembre, une écharpe tricolore déchirée dans une mare de sang et, très vite, des questions qui vous envahissent, ce besoin irréprensible de comprendre. Qu'arrive-t-il à mon pays ? Une digue, quelque part, est-elle en train de rompre ? Me suis-je engagé dans la vie publique pour cela ? Mes chers collègues, notre rôle n'est-il pas d'essayer, en toutes circonstances, de tirer des leçons pour nos concitoyens et pour nous-mêmes ?

Notre pays souffre, après le doute vient l'angoisse et, maintenant, l'exaspération et la colère. Nous tous, qui avons un mandat du peuple ou qui le briguons, avons la responsabilité d'endiguer la haine qui, maintenant, semble monter...

Monsieur le Premier ministre, j'ai le sentiment sincère que vous vous trompez mais je vous respecte, comme M. le Président de la République dont je vois la fonction et la personne traînées dans la boue, comme cela avait commencé avec Nicolas Sarkozy.

Soyons conscients que, comme un lent poison, cette haine s'instille par les réseaux sociaux, par les excès de langage, par la banalisation d'insultes dans toutes les couches de notre société, que cette haine monte les Français contre les Français et que nos propos peuvent être comme une allumette jetée dans une poudrière. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Il faut être exigeant avec les élus du peuple mais ils ne doivent pas devenir des victimes expiatoires en cristallisant les haines. Ils constituent un pilier de notre démocratie et de la République !

Les 36 000 maires de France et l'ensemble des représentants du peuple rendent des comptes mais ils veulent rester fiers de s'engager, quelles que soient leurs idées, au service de ce qu'ils pensent être l'intérêt général.

Nous nous trompons parfois mais nous, au moins, nous essayons, nous essayons chacun à notre place, de rendre le monde un peu meilleur ou moins pire. C'est le message que je voudrais transmettre à notre jeunesse pour qu'elle ait aussi envie de s'engager.

Merci à vous tous et à tous ceux qui m'ont témoigné soutien et affection ! *(Mmes et MM. les députés se lèvent et*

applaudissent.)

M. le président. Merci, monsieur Reynès, merci.

La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Bernard Reynès, je suis heureux de vous voir ici, dans cet hémicycle. Lorsque nous avons parlé ensemble, vous m'avez dit que vous n'aviez pas l'intention de renoncer et que, dans quelques jours, vous seriez de retour. Je salue donc ce retour, je salue votre sang-froid, votre courage et votre dignité ! (*Applaudissements prolongés sur tous les bancs.*)

Lorsque nous avons parlé ensemble, vous m'avez dit – vous l'avez répété il y a quelques instants – que vous étiez inquiet de ce climat de haine qui prospère et pourrait prospérer si nous n'y prenons pas garde et si, par notre exigence républicaine, nous ne faisons pas encore plus preuve de vigilance. J'ai partagé cette inquiétude, monsieur Bernard Reynès, au-delà de ce que sont nos sensibilités politiques.

Vous avez d'ailleurs eu la courtoisie de dire que nous étions, dirons-nous, des concurrents politiques – je ne dirais même pas des adversaires. Dans une démocratie et une République, il est important de le rappeler.

J'imagine ce que vous avez ressenti ce jour-là, de même que ceux qui étaient à vos côtés, vos concitoyens. Un maire qui, dans l'exercice de ses fonctions, se recueille devant le monument en hommage à ceux qui ont donné leur vie pour le pays participe à un moment de ferveur et de rassemblement national. Et c'est à cet instant-là que vous êtes atteint par un coup de couteau ! C'est donc un symbole qui a été attaqué.

Je ne sais pas si celui qui a commis cet acte était ou non un militant politique mais il pouvait être inspiré par un climat de haine. Il relève de la responsabilité de chacun et de chacune d'entre nous de tout faire pour que cette spirale prenne fin.

Heureusement, l'immense majorité de nos concitoyens ne partage pas un tel état d'esprit. Vous qui êtes un maire – et il y en a d'autres dans cet hémicycle, et il y en aura encore plus tout à l'heure au Congrès des maires de France...

Un député du groupe UMP . Le cumul !

Un député du groupe SRC . Cette interruption est indécente !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Ne débattons pas du cumul ! C'est une autre histoire ! Allons à l'essentiel comme vous l'avez fait, monsieur Reynès, ce dont je vous remercie !

M. le président. Conservons ce ton-là, s'il vous plaît !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. L'essentiel, c'est qu'il y a des circonstances et des fonctions qui rassemblent au-delà des sensibilités politiques (*Applaudissements sur tous les bancs*) et, s'il y a une fonction qui rassemble, c'est bien celle de maire, la plus ancienne de notre démocratie, lorsque le suffrage universel a permis une telle élection. Ils sont aujourd'hui plus de 36 000 et, à travers vous, je voudrais les saluer et leur rendre hommage !

Au-delà de toutes les confrontations et de toutes les circonstances, lorsqu'une souffrance ou un malheur surviennent, qu'ils soient individuels ou collectifs comme en situation de crise, vers qui se tourne-t-on ? D'abord vers le maire de son village, de sa commune, de sa ville ! C'est là une noble fonction et c'est elle, ce jour-là, qui a été attaquée, au-delà de votre personne.

Je vous exprime donc ma solidarité personnelle, monsieur Bernard Reynès, mais aussi celle du Gouvernement tout entier. (*Applaudissements sur tous les bancs.*) J'exprime également à tous les maires de France ma totale solidarité. J'ai moi-même été maire et je sais ce que cela représente.

La France a besoin de repères, la France a besoin de convictions et de certitudes. Ces convictions et ces certitudes sont au plus profond de notre bien collectif, de la Nation. Elles sont nos valeurs, celles de la République, et jamais, jamais nous ne devons renoncer ! Votre témoignage nous l'a rappelé et il interpelle chacun et chacune d'entre nous, les élus de la représentation nationale, tous les élus de la République et au-delà, vous avez raison, chaque citoyenne et chaque citoyen de France. Merci d'être revenu dans cet hémicycle, merci pour votre courage !

Salut à tous les maires de France ! Salut aux citoyens qui aiment la République et qui, par-dessus tout, s'engagent pour la faire vivre ! (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Reynès](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (15^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1338

Rubrique : Collectivités territoriales

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 novembre 2013](#)